Requête : LOR 002-2014

Mme LB
C/ M. EG

Audience du 20 mai 2014

Jugement rendu public
Par affichage au greffe le 28 mai 2014

Ordre des Masseurs-Kinésithérapeutes

LA CHAMBRE DISCIPLINAIRE DE PREMIERE INSTANCE

Vu, la plainte enregistrée le 21 février 2014, présentée par Mme LB demeurant XXXXX (54) à l'encontre de M. EG masseur kinésithérapeute n° d'ordre XXXXX, élisant domicile au XXXXX (54);

Elle soutient qu'en mai 2012, M. G, lors de séances de massage de cervicalgies, l'a manipulée ce qui a conduit à une excentration de l'apophyse; que depuis lors, elle souffre beaucoup ;

Vu en date du 16 janvier 2014, le procès verbal de non conciliation près le conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes de XXXXX

Vu, en date du 21 février 2014, le courrier de transmission de la plainte de Mme B par le conseil départemental de XXXXX de l'ordre des masseurs kinésithérapeutes auprès de la chambre disciplinaire, sans s'y associer ;

Vu la désignation en date du 14 mars 2014 par Madame la présidente de la Chambre disciplinaire de première instance des masseurs kinésithérapeutes de XXXXX, de M. C, masseur kinésithérapeute, en qualité de rapporteur ;

Vu, en date du 19 mai 2014, le rapport déposé par M. C, rapporteur ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu le décret n°2008-1135 du 3 novembre 2008 modifié portant code de déontologie des masseurs-kinésithérapeutes ;

Les parties ayant été dûment averties du jour de la séance ;

Après avoir entendu au cours de la séance publique du 20 mai 2014 :

- le rapport de M. C;
- les observations de M. EG ;

Après avoir noté que Mme Benoit, ni présente ni représentée, s'est excusée ;

Après en avoir délibéré,

1. Considérant qu'aux termes de l'article R.4321-59 : « *Dans les limites fixées par la loi, le masseur-kinésithérapeute est libre de ses actes qu'ils sont ceux qu'il estime les plus appropriés en la circonstance. Sans négliger son devoir d'accompagnement moral, il limite ses actes à ce qui est nécessaire à la qualité, à la sécurité et à l'efficacité des soins(...)* » ; qu'aux termes de l'article R.4321-81 du même code: « *le masseur-kinésithérapeute élabore toujours son diagnostic avec le plus grand soins, en s'aidant dans toute la mesure du possible des méthodes scientifiques les mieux adaptées, et, s'il y a lieu, de concours appropriés* » ;

2. Considérant qu'il ressort des pièces du dossier et des dires à l'audience, qu'en mai 2012, Mme B, porteuse d'une minerve souple, a consulté, après prescription médicale, M. G, masseur kinésithérapeute, pour des douleurs liées à une cervicalgie; que lors de la première séance, M. G a effectué un bilan et a informé Mme B qu'il procéderait à des massages et des étirements; que si Mme B soutient que lors de la troisième séance M. G a réalisé une mobilisation passive du rachis, inclinaison et rotation de celle-ci, qu'un bruit articulaire a été perçu, et que lors d'une radio effectuée le 21 mai, il a été constaté « une rectitude rachidienne avec une inversion de la courbure et un important décalage de l'odontoïde vers la gauche », aucun élément au dossier ne permet d'établir un lien entre les soins dispensés par le masseur et les douleurs évoquées par Mme B, alors qu'au surplus, la plaignante a poursuivi les soins auprès du même masseur-kinésithérapeute, jusqu'à fin juillet 2012; que, par suite, alors même

que Mme B aurait déposé plainte auprès du tribunal de grande instance à l'encontre de M. G, aucun manquement ne peut être reproché au praticien;

3. Considérant qu'il résulte de ce qui précède qu'aucun manquement ne peut être reproché à M. G, et que, par suite la plainte de Mme B doit être rejetée ;

Par ces motifs,

DECIDE :

Article 1^{er} : La plainte de Mme B est rejetée.

Article 2 : La présente décision sera notifiée à Mme LB, à M. EG, masseur kinésithérapeute; au conseil régional de l'ordre des masseurs kinésithérapeute de Lorraine; au conseil national de l'ordre des masseurs kinésithérapeutes; au conseil départemental de XXXXX, au procureur de la République; à l'Agence Régionale de Santé (ARS).

Affaire examinée à l'audience du mardi 20 mai 2014 à laquelle siégeaient :

Avec voix délibérative :

Mme Steinmetz-Schies Marie-Pierre, Présidente, 1^{er} conseiller à la Cour administrative d'appel de XXXXX;

M. DT JB, assesseur ;

Mme LC, assesseur ;

M. M JP, assesseur ;

M. CC, rapporteur.

Mme Marie-Pierre STEINMETZ-SCHIES
Présidente

Mme France CAMERLENGO
Greffière